

d'érable rouge qui, sur les drapeaux de nos forces armées, est un hommage à ceux qui ont versé leur sang pour la patrie.»

2.

«Les armoiries représentent un lion tenant dans sa patte droite une feuille d'érable rouge qui, au cours de la Grande Guerre, en est venue à symboliser le sacrifice.»

3. La description, en termes non héraldiques, des armoiries du Canada, publiée en 1964, se lit ainsi qu'il suit:

«Sur le heaume royal, drapées de rouge et de blanc, se trouvent les armoiries comprenant une guirlande ou un cercle de soie entrelacée rouge et blanche sur laquelle se tient un lion d'or couronné portant une feuille d'érable rouge dans sa patte droite.»

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. J. B. Stewart (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je demande que les motions n^{os} 134 et 158 soient réservées.

M. l'Orateur: Les motions sont réservées.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CHYPRE—MODIFICATION POSSIBLE DES EFFECTIFS DE LA FORCE DE L'ONU

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, comme cette affaire intéresse deux ministères, je poserai ma question au premier ministre. Je voudrais savoir si les Nations Unies ont présenté une requête ou si le gouvernement du Canada songe à réduire de 80 p. 100 le contingent canadien qui fait partie de la force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Le premier ministre a-t-il reçu quelque communication à ce sujet?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, aucune requête de ce genre n'a été reçue, ni par moi ni par aucun membre du gouvernement, et aucune communication n'a été échangée entre le gouvernement et les Nations Unies à cet égard. On m'apprend que les nouvelles voulant qu'une telle réduction soit envisagée sont sans fondement.

Le très hon. M. Diefenbaker: En ce cas, envisage-t-on présentement d'accroître les effectifs du Canada et d'autres pays participant à la force des Nations Unies?

Le très hon. M. Pearson: Ma foi, monsieur l'Orateur, le secrétaire général envisage, sauf erreur, la possibilité d'accroître la force, mais nous n'avons reçu aucune communication de lui à ce propos. Le gouvernement canadien n'a pas, non plus, demandé pareil accroissement.

[M. Stewart.]

Le très hon. M. Diefenbaker: Le gouvernement a-t-il songé officiellement à accroître la participation canadienne?

Le très hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur, la chose n'a été envisagée ni officiellement ni officieusement.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Une question complémentaire. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a-t-il des détails sur les nouvelles selon lesquelles les gouvernements de Grèce et de Turquie se seraient mis d'accord sur un projet visant à unir Chypre à la Grèce à certaines conditions; peut-il donner à la Chambre une idée de ce que sont ces considérations? Serait-il au courant, par voie diplomatique, de la réaction du gouvernement cypriot à ces projets?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le Canada ne participe pas aux négociations de Genève. Il ne faudrait pas s'y attendre, à cause de sa neutralité à titre de membre de la force proprement dite. Les gouvernements de Chypre, de Grèce et de Turquie se sont entretenus avec le médiateur à Genève et c'est tout ce que je puis dire pour le moment.

(Texte)

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

L'honorable ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement canadien a été consulté à propos de la réduction projetée de la force des Nations Unies à Chypre?

L'hon. M. Martin: Monsieur le président, le premier ministre vient de répondre à une telle question posée par le chef de l'opposition, et la réponse fut: non.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre. Vu que le gouvernement n'a pas été consulté, peut-il dire si les forces qui seront retirées, d'après le ministre, seront celles qui sont sous la responsabilité financière des Nations Unies ou si la réduction sera proportionnelle au nombre de soldats que maintiennent les divers pays à Chypre?

L'hon. M. Martin: Monsieur le président, je crois que l'honorable député n'a pas bien compris la réponse du premier ministre ni l'explication que j'ai donnée moi-même en lui répondant, il y a quelques instants.